

“On va revivre les années Martens-Gol, peut-être en plus fort”

■ Les partenaires de la “suédoise” s'accordent sur le service minimum en cas de grève. Les syndicats se cabrent.

Les partenaires de la probable future coalition fédérale s'étaient juré de ne pas organiser d'interminables conclaves. Ils se sont quand même enfermés près de 12 heures samedi, ne se séparant qu'à 1 heure 30 du matin. La réunion initialement programmée dimanche matin a du coup été annulée. Les artisans de la “suédoise” se retrouveront mardi pour aborder des dossiers lourds: celui des économies dans les dépenses de l'Etat; ceux de l'emploi, de l'énergie.

Samedi, les négociateurs ont abordé les chapitres de la note de formation consacrés à la fonction publique et aux entreprises publiques. Un premier accord a été enregistré: un service minimum sera instauré à la SNCB et dans les prisons en cas de grève. L'idée, c'est qu'un service allégé soit prévu lorsqu'une partie du personnel débraye sans préavis et surprend ainsi les voyageurs quand ils attendent déjà sur les quais. Mais la façon d'organiser ce

service minimum reste à discuter. Ce qui ne sera pas une mince affaire, si l'on en juge par les premières réactions syndicales.

Sans vouloir jouer “les capitaines Fracasse”, Dominique Cabiaux, le vice-président de la CSC Services publics, juge l'idée inadéquate. “Les grèves sont un échec pour tout le monde, argumente-t-il. Nous sommes aussi pour en réduire le nombre. Nous divergeons sur les moyens de l'atteindre. La meilleure façon de prévenir les conflits, c'est d'améliorer le dialogue social en amont. Certes, il y a eu des conflits, dans les transports en commun régionaux par exemple, qui n'ont pas pu être résolus malgré des mécanismes de concertation sociale améliorés. Mais ce n'est pas le service minimum qui donnera la solution. Sa mise en œuvre est très compliquée. Nicolas Sarkozy avait promis de l'instaurer en France. Cela n'a jamais été appliqué. La France s'est aperçue que c'était impraticable. En toute hypothèse, si vous voulez organiser la continuité du service, vous devrez quand même négocier avec les syndicats pour le mettre concrètement en œuvre.”

Le pouvoir des syndicats

Dominique Cabiaux s'interroge dès lors sur le sens de l'initiative. “S'il s'agit de vouloir modifier les règles du jeu de la concertation sociale et

de réduire la capacité d'agir des organisations syndicales lorsque la grève est devenue la seule issue possible, alors oui, c'est une attaque au droit de grève, et donc à la démocratie.”

Le président de la CSC Services publics (syndicat chrétien), Luc Hamelinck, met moins de gants. “C'est une manœuvre pour casser le pouvoir des syndicats et rendre la grève impossible”, a-t-il clamé dimanche sur les ondes de la VRT.

A la FGTB (syndicat socialiste), on ne dit pas moins. Et on fourbit déjà les armes. “Nous sommes contre le service minimum dans les prisons, clame ainsi le secrétaire fédéral CGSP Prisons, Michel Jacobs. Si on part en grève, c'est que l'autorité publique n'a pas apporté de réponses au malaise vécu par les agents. Or, ce malaise risque de s'amplifier. Si j'en crois ce qu'on dit, les partenaires de la future majorité veulent des procédures de condamnation plus rapides, des peines incompressibles, etc. Cela nécessite des places supplémentaires dans les prisons. Ce que nous n'avons pas. Nous sommes toujours avec une importante surpopulation carcérale. On nous demande aussi de toujours diminuer le nombre d'agents. Ce n'est sûrement pas le service

minimum qui va changer cela. On veut traiter les effets mais jamais les causes des conflits. J'invite tous les ministres ou futurs ministres à aller visiter la prison de Forest.”

Un automne chaud

Michel Meyer, le vice-président de la centrale générale des services publics de la FGTB, pousse la critique un cran plus haut. “Le service minimum à la SNCB est infaisable, professe-t-il. Même le patron de l'entreprise a jugé cette idée utopique. Comment fait-on? On fait rouler un train sur deux? On laisse monter qui? Cela va être des émeutes sur les quais. En fait, c'est une attaque idéologique. Pour dire qu'ils y sont arrivés. Nous nous étions préparés à cela.

Nous avons lu les programmes de la N-VA et du MR. Nous ne sommes donc pas étonnés de cette attaque contre le monde syndical. Et à mon avis, ce n'est pas la dernière. On va revivre les années Martens-Gol, peut-être en plus fort.”

Et de prévenir: “Ils disent vouloir un gouvernement pour le 15 octobre. Le 16 octobre, je pense que ce sera chaud.”

V.R.

“C'est une manœuvre pour casser le pouvoir des syndicats.”